

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1984/10
1er février 1984
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarantième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS

Note verbale datée du 30 juin 1984, adressée au
Secrétaire général par la Mission permanente
de la République socialiste démocratique
de Sri Lanka

La Mission permanente de la République démocratique de Sri Lanka a l'honneur de transmettre ci-joint un mémorandum du Gouvernement sri-lankais, en demandant qu'il soit communiqué aux délégués à la quarantième session de la Commission des droits de l'homme comme document d'information établi à cette fin par ledit gouvernement.

C'est volontairement, la Mission permanente tient à le souligner, que le Gouvernement sri-lankais a décidé de présenter ce mémorandum, et son initiative est conforme à sa politique constante de coopération et de participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

Annexe

MEMORANDUM ADRESSE A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, LORS DE
SA QUARANTIEME SESSION (GENEVE), PAR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE SOCIALISTE DEMOCRATIQUE DE SRI LANKA

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 8 (XXIII), du 16 mars 1967, la Commission des droits de l'homme avait prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'établir un rapport contenant des informations, provenant de toutes les sources disponibles, sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et de porter à son attention toute situation dont elle avait des raisons sérieuses de croire qu'elle révélait des violations constantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans tous les pays.

2. La Sous-Commission, agissant au titre de la résolution ci-dessus, a adopté à sa 30ème séance, le 5 septembre 1983, par 10 voix contre 8, avec 4 abstentions, une résolution relative à Sri Lanka (résolution 1983/16).

3. Dans cette résolution, la Sous-Commission, tout en reconnaissant que le Gouvernement sri-lankais s'était efforcé d'apaiser les tensions ethniques et de promouvoir l'harmonie nationale, a noté avec préoccupation que les rapports entre communautés ethniques semblent s'être détériorés, et elle a prié le Secrétaire général "d'inviter le Gouvernement sri-lankais à présenter des renseignements sur les récentes violences intercommunautaires à Sri Lanka, et notamment sur les initiatives qu'il a prises pour enquêter sur ces incidents et promouvoir l'harmonie nationale, et de transmettre tous renseignements reçus du Gouvernement sri-lankais à la Commission des droits de l'homme pour sa quarantième session". Dans cette résolution, la Sous-Commission recommande également à la Commission d'examiner la situation à Sri Lanka à la lumière de tous les renseignements disponibles.

4. Dans son mémorandum, le Gouvernement sri-lankais, sans s'interroger sur la compétence de la Sous-Commission pour ce qui est d'examiner ces questions au titre de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, formule les observations ci-après :

- a) Les désordres ethniques de juillet 1983, quoique déplorables, étaient une aberration par rapport aux normes de conduite bien établies à Sri Lanka dans le cadre d'un gouvernement démocratique et d'une tradition constante d'harmonie entre les communautés et les religions.
- b) La Sous-Commission a considéré les désordres de juillet 1983 hors de leur contexte et n'a pas examiné toutes les circonstances relatives à la situation ethnique à Sri Lanka.
- c) Les efforts déployés par le gouvernement pour contenir les troubles et pour rétablir l'ordre dans le pays, ainsi que pour instaurer un dialogue avec toutes les parties concernées, sont également symptomatiques du fait qu'il a conscience à la fois du climat historique et actuel d'harmonie entre les communautés et de la nécessité d'examiner et de résoudre certains problèmes qui, récemment, ont pesé indûment sur cette entente, et ils sont entièrement conformes à ces considérations.

5. On verra d'après le tableau ci-dessous quelle était la répartition raciale de la population sri-lankaise au recensement de mars 1981 :

Cingalais	10 985 666	(73,98 %)
Tamils de Sri Lanka	1 371 535	(12,60 %)
Moors de Sri Lanka	1 056 972	(7,12 %)
Tamils indiens	828 233	(5,56 %)
Malais	43 378	(0,29 %)
"Burghers"	38 236	(0,26 %)
Divers	28 981	(0,20 %)
	<hr/>	
	14 850 001	
	=====	

6. L'histoire de Sri Lanka depuis les temps reculés jusqu'à nos jours prouve plus qu'il n'est nécessaire la tolérance raciale et religieuse sous-jacente à l'évolution socio-politique des communautés respectives qui constituent la nation sri-lankaise. Chacun des groupes raciaux est resté conscient de son héritage culturel particulier et a cherché à le préserver et à le faire fructifier, mais cela ne s'est pas fait aux dépens de l'un quelconque des autres groupes raciaux ou religieux.

7. Sri Lanka est une république souveraine et indépendante. Elle est un Etat unitaire et l'une des plus anciennes démocraties parlementaires du tiers monde. Le pays est une démocratie enthousiaste dotée d'un système de partis multiples respectueux de la légalité et des droits de l'individu. La liberté de la presse y règne, ainsi que la possibilité d'exprimer des vues divergentes. La population bénéficie du suffrage universel des adultes depuis 1931, et sa participation active à la vie politique du pays s'est traduite par des progrès rapides visant à assurer une meilleure qualité de la vie. C'est ce dont témoignent les changements de grande portée intervenus dans de nombreux domaines tels que les programmes de développement économique, l'enseignement, la santé et les services sociaux.

8. Le Gouvernement actuel du Président Jayewardene est entré en fonctions en juillet 1977. La nouvelle Constitution de 1978 garantit à chacun ses droits fondamentaux, y compris la liberté de religion, l'égalité devant la loi, la protection contre l'arrestation arbitraire, la liberté de parole, de réunion, d'association, d'emploi et de circulation. Cette Constitution stipule que ces droits peuvent être invoqués devant les tribunaux. Le gouvernement a également ratifié, comme le rappelle la résolution 1983/16 de la Sous-Commission, à la fois le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

9. En substance, l'argument du Groupe séparatiste élamiste est que la communauté tamile de Sri Lanka fait l'objet de discrimination active dans différents domaines, à savoir les possibilités économiques, l'emploi, l'éducation, l'occupation des terres, la liberté religieuse et la langue. L'examen des dispositions constitutionnelles promulguées en septembre 1978 permet de réfuter ces allégations.

10. La Constitution de 1978 tire son importance particulière des facteurs ci-après :

- i) Elle a élargi les droits fondamentaux prévus dans la constitution antérieure. Les droits fondamentaux protégés par la Constitution sont énumérés au chapitre 3, qui est fondé sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- ii) La Constitution elle-même prévoit des remèdes légaux en ce qui concerne la violation ou la violation imminente de droits fondamentaux par des actes du pouvoir exécutif ou de l'administration.
- iii) En ce qui concerne la question des langues, la Constitution prévoit que, si la langue officielle est le cingalais, le cingalais et le tamil sont tous deux langues nationales. La Constitution elle-même stipule la manière dont seront appliquées les dispositions relatives aux langues qui, entre autres choses, permettent à quiconque d'être éduqué dans l'une ou l'autre des langues nationales; le tamil est l'une des langues de l'administration dans les provinces du nord et de l'est, ainsi que la langue des tribunaux dans ces provinces; tous les textes législatifs doivent être publiés dans les deux langues nationales.

11. Il y a lieu de signaler que les libertés fondamentales visées ci-dessus ont été, par la Constitution, étendues aux Tamils indiens, bien que ceux-ci ne soient pas citoyens de Sri Lanka et soient appelés, en vertu de l'Accord entre l'Inde et Ceylan, soit à devenir des citoyens de Sri Lanka, soit à acquérir la citoyenneté de l'Inde et à émigrer vers ce pays.

12. En 1981, on a opéré une décentralisation de l'administration en créant des conseils de développement de district (DDC) grâce auxquels la population de chaque district peut participer plus concrètement à l'administration de celui-ci et exprimer les besoins particuliers de la région en matière sociale ou culturelle. Le gouvernement participait à un dialogue permanent avec les membres tamils du Parlement et les dirigeants de la communauté tamile afin de traiter de toutes autres questions réclamant attention.

13. Les Tamils sont en grande majorité satisfaits de ces mesures. Comme dans beaucoup de pays, cependant, il demeure un petit groupe de mécontents. Ce groupe, bien qu'il comprenne peu de membres, s'est livré ces dernières années à une agitation qui vise à obtenir la création d'un Etat séparé appelé "Elam". C'est dans ce contexte que des groupes d'extrémistes ont lancé leur campagne de violence.

14. Un élément fondamental de l'agitation de ces groupes est l'allégation selon laquelle le gouvernement fait preuve de discrimination à l'encontre de la communauté tamile en ce qui concerne les possibilités économiques, l'emploi, l'éducation, la liberté religieuse et la langue. L'un des principaux points du programme séparatiste du Tamil United Liberation Front, exposé dans son manifeste électoral de 1977, était que la communauté tamile, en raison des pratiques discriminatoires dont elle était continuellement victime de la part de la communauté majoritaire, n'avait pas d'autre possibilité que la séparation. Une campagne de propagande bien orchestrée, malveillante et trompeuse a été lancée dans de nombreux pays à la fois pour justifier les activités terroristes dans le nord de Sri Lanka et pour assurer à l'Etat d'Elam un appui international sur la base du même argument, à savoir la discrimination.

II. REFUTATION DES ALLEGATIONS DE DISCRIMINATION

Emploi

15. C'est l'Etat qui est le plus grand employeur et la communauté tamile occupe toujours une position dominante dans la fonction publique, sans excepter les postes de hauts fonctionnaires, de chefs de département, d'ambassadeurs chefs de missions diplomatiques, de cadres supérieurs d'organismes d'Etat et d'administration de province. Trois ministres d'Etat, le Procureur général, l'Inspecteur général de la police et plusieurs inspecteurs généraux adjoints de police sont des membres de la communauté tamile.

Enseignement

16. L'accusation de discrimination n'est pas fondée. Du tableau statistique ci-dessous il ressort que le nombre des Tamils admis dans les universités est depuis longtemps supérieur à ce qui correspondrait à la force numérique relative des Tamils dans la population :

Etudiants inscrits dans les universités au cours des années universitaires
1981/82 et 1982/83

Langue	1981/82		1982/83	
	Nombre	Pourcentage du total	Nombre	Pourcentage du total
Cingalais	3 847	76,5	3 953	74
Tamil	1 138	23	1 323	25,2
Anglais	25	0,5	44	0,8
	5 010		5 320	

Il existe deux universités de plein exercice à Jaffna et à Batticaloa.

L'un des principaux griefs de la communauté tamile était dirigé contre le régime de normalisation des notes appliquées aux candidatures d'inscription à l'université qui avait été mis en vigueur pour compenser les avantages dont jouissaient les étudiants originaires de régions dotées d'établissements d'enseignement supérieur. Le gouvernement actuel, en mettant fin à ce régime, a éliminé ce que la population tamile tenait pour un lourd grief.

Mise en valeur du nord et de l'est

17. Les indicateurs d'ordre social et économique révèlent que la qualité matérielle de la vie de tous les citoyens est très bonne et les principes qu'applique le gouvernement en matière de développement sont conçus de manière que tous les secteurs de la population en bénéficient. La décentralisation du système budgétaire procure des fonds à tous les districts administratifs. Une vingtaine de programmes de développement intéressent le nord et l'est de Sri Lanka où vit le plus grand nombre des Tamils et, de 1978 à 1982, les districts de la province septentrionale et de la province orientale ont reçu du budget décentralisé des fonds de développement doublés.

Et d'autre part, la province septentrionale où les Tamils ont la majorité est de toutes les provinces du pays celle à laquelle le budget décentralisé a versé la plus forte somme par habitant.

Liberté sociale religieuse

18. La Constitution de 1978, tout en confirmant la primauté du bouddhisme, religion qui compte plus de 10 millions de fidèles (c'est-à-dire à peu près 70 % de la population) garantit à chacun le droit de professer n'importe quelle foi religieuse. Elle condamne toute discrimination fondée sur la race, la religion, la langue, la caste, le sexe, l'opinion politique, le lieu de naissance ou tout autre motif analogue. Elle garantit également la liberté de pensée, de conscience et de religion et proclame la liberté de culte, de pratique, de rites et d'enseignement. Le code pénal énonce les peines précises dont sont passibles les auteurs de délits commis contre la liberté de religion, la tolérance et le respect de toute religion. L'appui de l'Etat est accordé à toutes les religions y compris l'hindouisme, religion dominante de la communauté tamile. Une Division des affaires religieuses hindouistes a été créée au sein du Ministère du développement régional que dirige un ministre issu de la communauté tamile. La première Conférence hindouiste mondiale s'est tenue à Colombo au mois d'avril 1982, aux frais de l'Etat.

III. QUESTIONS EVOQUEES A LA SOUS-COMMISSION

19. Parmi les questions qui ont retenu l'attention de la Sous-Commission figurait celle de la Loi sur la prévention du terrorisme, qui, d'après certains représentants, avait contribué à la détérioration des rapports entre les communautés ethniques de Sri Lanka.

20. Face à la campagne acharnée menée par les groupes terroristes, le gouvernement a été contraint d'adopter une législation spéciale afin de préserver l'unité et l'intégrité territoriale du pays. La Loi sur la prévention du terrorisme (dispositions provisoires) est entrée en vigueur le 20 juillet 1979.

21. Cette législation est semblable à celle que d'autres pays démocratiques ont adoptée pour faire face aux actes de terrorisme. En aucune façon elle n'est dirigée contre un groupe racial particulier.

22. Certains délits tombent sous le coup de cette loi, qui prévoit la confiscation de biens en cas de condamnation, la perquisition sans mandat par des officiers de police de rang déterminé, l'obligation de déférer toute personne arrêtée devant un magistrat dans les 72 heures, la possibilité pour le Ministre d'ordonner la détention pour des périodes ne dépassant pas 3 mois (et à la condition que la période totale de détention ne dépasse pas 18 mois).

23. Certaines garanties automatiques ont été prévues dans la loi:

- i) Seul le superintendent (Commissaire) est habilité à procéder aux arrestations. Un inspecteur-adjoint peut également procéder à une arrestation à la condition d'y avoir été autorisé par écrit par le superintendent.
- ii) Le policier qui procède à l'arrestation doit informer le suspect et ceux de ses proches ou amis qui peuvent être présents des motifs de l'arrestation.

- iii) La personne placée en détention en vertu d'un mandat d'arrêt doit recevoir une copie dudit mandat, dans lequel sont exposés les motifs de son arrestation et le lieu où elle doit être détenue.
- iv) Il est institué un conseil consultatif, nommé par le Président, pour connaître des plaintes formulées par toute personne ayant fait l'objet d'un mandat d'arrêt ou par un tiers agissant en son nom et faire des recommandations à ce sujet au Ministre de la défense (le Président).

24. Qui plus est, la Loi sur la prévention du terrorisme n'a pas supprimé le droit à l'ordonnance de représentation (writ of habeas corpus). Toute personne placée en détention en vertu de cette loi peut se prévaloir de ce droit. Le recours constitué par une ordonnance de représentation en vertu de l'article 141 de la Constitution permettrait à toute personne placée en détention de contester en justice la validité de l'ordonnance de mise en détention provisoire. S'il ressort qu'une personne est injustement gardée en détention, une décision judiciaire mettra fin à la garde à vue.

25. La Loi sur la prévention du terrorisme prévoit également que la Cour d'appel peut faire libérer sous caution toute personne placée en garde à vue en vertu de cette loi.

26. L'accent a été mis aussi à la Sous-Commission sur le règlement d'exception 15 A, concernant l'inhumation et l'incinération des cadavres. Le but de ce règlement n'était pas d'accorder des pouvoirs supplémentaires aux forces armées et à la police, mais de permettre aux autorités de faire inhumer ou incinérer les corps sans que cela fût l'occasion d'un nouveau déchaînement des passions. Si une personne tuée lors de troubles communautaires ou par des terroristes ou même encore par les forces armées au cours d'opérations menées par celles-ci était ramenée dans son village natal pour y être inhumée ou incinérée, les obsèques risquaient précisément de fournir cette occasion. Cette mesure visait également à éviter que les médias ne se livrent à une exploitation des faits qui risquait d'exacerber l'animosité entre les communautés.

27. Il ne faut pas oublier que, si ce règlement permet de ne pas procéder à une enquête judiciaire, le Secrétaire au Ministère de la défense est néanmoins tenu de faire enquêter sur toutes les circonstances et qu'un cadavre ne peut être inhumé ou incinéré avant que le Secrétaire ait donné son approbation. Le fait qu'il n'y ait pas d'enquête judiciaire ne supprime pas l'obligation de procéder à une autopsie à l'issue de laquelle un médecin légiste consigne la cause du décès et la nature des blessures.

28. La Sous-Commission a fait allusion au comportement des forces armées sri-lankaises, le 23 juillet 1983, à la suite du meurtre de 13 soldats par des groupes terroristes et extrémistes tamils dans le district de Jaffna, qui fait partie de la province du Nord. Ces groupes avaient provoqué des troubles en vue de créer un Etat séparé appelé "Elam" et avaient mené une campagne de terreur au milieu des années 70, en choisissant essentiellement pour cibles des Tamils qui exerçaient des fonctions de caractère gouvernemental ou occupaient des postes dans les forces de police en garnison dans le nord du pays.

29. La population étant réticente à témoigner, par crainte de représailles, il était difficile d'appréhender les terroristes et de les traduire en justice. Ces meurtres ont eu évidemment des répercussions sur le moral et la discipline de la police et des forces armées ainsi que sur l'état d'esprit de la communauté cingalaise.

30. L'incident du 23 juillet 1983 a encore échauffé les esprits, et quelques soldats, agissant en violation des ordres reçus, ont voulu exercer des représailles. Cet acte d'indiscipline a été rapidement réprimé et les fautifs ont été arrêtés.

31. Une enquête est en cours sur ces incidents et tous les agents responsables de ces actes devront en répondre conformément à la loi. Le Gouvernement sri-lankais ne considère pas comme négligeables les actes d'une poignée de soldats qui, alors que l'ordre public était momentanément troublé, ont agi en violation des ordres reçus de leurs supérieurs.

32. La Sous-Commission a évoqué également le massacre regrettable de 53 prisonniers tamils au cours des révoltes qui ont éclaté dans la prison de Welikada les 25 et 27 juillet.

33. Il s'agissait de personnes qui avaient été condamnées ou inculpées ou contre qui une information avait été cuverte pour actes de terrorisme et meurtres. Elles avaient été placées à l'origine sous la garde de l'armée, dans des conditions de sécurité maximales. Toutefois, à la demande de leurs avocats, elles avaient été transférées dans une prison civile ordinaire.

34. L'après-midi du 25 juillet, après s'être rendus maîtres de leurs gardiens quelque 300 prisonniers se sont attaqués aux Tamils. Les gardiens ont tout fait pour les arrêter, mais devant leur nombre, ils ont échoué. Après avoir maîtrisé les gardiens et s'être emparés de leurs clés, les attaquants ont pénétré dans les cellules et, en moins d'une heure, ont tué 35 prisonniers tamils. Le 26 juillet, les autres Tamils ont été transférés dans ce que l'on considérait comme un secteur plus sûr de la prison de Welikada. Le 27 juillet, il a été décidé de tous les emmener le soir même à Batticaloa, dans la province de l'est. Mais dans l'après-midi du 27 juillet, lorsque le bruit s'est répandu parmi les prisonniers qu'un certain nombre de détenus et de fonctionnaires cingalais avaient été tués lors d'une évasion dans une prison de Jaffna, une nouvelle mutinerie éclata, au cours de laquelle 18 prisonniers tamils trouvèrent la mort.

35. La mutinerie qui a eu lieu dans l'après-midi du 27 juillet n'a été maîtrisée que lorsqu'une unité spéciale de l'armée eut été envoyée rétablir l'ordre dans la prison. Les 20 prisonniers tamils survivants qui étaient détenus en vertu de la Loi sur la prévention du terrorisme ont été transférés de la prison de Welikada à Batticaloa dans la nuit du 27 juillet.

36. La justice a suivi son cours normalement et sans retard et comme la loi l'exigeait. Ces incidents ont fait l'objet d'une enquête judiciaire d'où il ressort qu'il y avait eu homicides suite à une révolte pénitentiaire. Le magistrat a jugé que le personnel pénitentiaire ainsi que les militaires qui étaient en faction aux portes de la prison et auxquels on avait fait appel avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour étouffer la mutinerie et empêcher les prisonniers de s'en prendre à leurs codétenus ou de s'évader en masse. Il s'est déclaré d'avis que le nombre même des mutins et la rapidité de l'attaque avaient rendu ces efforts futiles, du moins en ce qui concerne les prisonniers qui avaient trouvé la mort.

37. Les prisons de Sri Lanka construites pour la plupart pendant la période coloniale ont souvent plus de 100 ans; elles sont conçues surtout pour empêcher les évasions et rien n'y avait été fait pour isoler les prisonniers les uns des autres. C'est sur l'enceinte de la prison que porte surtout l'effort de sécurité, si bien qu'au moment des révoltes, alors que des troubles venaient d'éclater ailleurs dans le pays, les gardiens trop peu nombreux n'ont pas pu se rendre maîtres de la situation.

IV. MESURES DE RECONSTRUCTION ET DE RECONCILIATION

38. Le gouvernement a pu rétablir la loi et l'ordre rapidement. Il a lancé un vaste plan de secours pour assurer la sécurité des victimes et leur fournir de la nourriture, des vêtements, des logements ainsi que des moyens de rétablir leurs conditions d'existence. Le gouvernement a soutenu les efforts déployés par les organisations non gouvernementales, dont la Croix-Rouge de Sri Lanka et le Mouvement Sarvodaya, en matière de secours et de reconstruction, ainsi que de réconciliation. Le 7 août 1983, le gouvernement a créé la Rehabilitation of Property and Industries Authority (REPIA) en vue de la restauration de tous les biens endommagés. Un certain nombre de pays et d'organisations internationales ont apporté leur aide, et l'assistance du système des Nations Unies a été coordonnée par l'entremise du représentant à Colombo du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et du Programme des Nations Unies pour le développement. Les rapports du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe concernant le mois d'août 1983 font ressortir les progrès accomplis dans l'application du plan gouvernemental de secours, qui comporte trois phases.

39. Il n'y a à l'heure actuelle que 1 000 familles, soit 5 000 personnes, dans les centres de réinstallation de Colombo et 1 000 familles, soit 4 500 personnes, dans ceux de Jaffna. Il est à prévoir qu'à la fin du mois de mars 1984, la réinstallation de ces 9 500 personnes aura été assurée.

40. Des mesures ont également été prises pour punir les délinquants et empêcher que de pareils incidents ne se reproduisent. Six mille sept cent quatre-vingts personnes ont été arrêtées en vertu des règlements d'exception pour avoir participé aux actes de violence. Deux mille deux cent quatre-vingts d'entre elles ont été libérées sous caution jusqu'à l'achèvement des enquêtes en cours. Au 30 janvier 1984, quatre cents affaires avaient été déférées au parquet général pour lui permettre de prendre des réquisitions. Sur ce total, 150 requêtes ont été introduites; 26 plaintes pour meurtre concernant quelque 70 suspects ont été déposées, ainsi que 50 plaintes pour pillage et incendie volontaire et 40 plaintes pour des infractions mineures.

41. Le Gouvernement sri-lankais ne ménage aucun effort pour renforcer l'unité nationale en favorisant la coopération et la compréhension mutuelle entre tous les habitants du pays. Cela est conforme aux principes directeurs de la politique nationale et aux devoirs fondamentaux énoncés dans la Constitution, qui exigent notamment des pouvoirs publics qu'ils renforcent l'unité nationale en encourageant la coopération et la confiance entre tous les groupes, raciaux, religieux, linguistiques et autres, de Sri Lanka. Dans cette perspective, ils maintiennent un dialogue suivi avec tous les partis politiques ainsi qu'avec d'autres groupes à propos des droits des minorités.

42. C'est ainsi que le Président de Sri Lanka a pris l'initiative d'organiser en janvier 1984 une conférence de tous les partis politiques représentatifs des différentes idéologies et des divers groupes ethniques afin d'examiner les questions et les propositions pertinentes concernant les droits des minorités et de trouver des solutions acceptables pour tous les intéressés, dans le cadre des institutions démocratiques du pays.

43. Le Gouvernement sri-lankais affirme que la situation qui règne dans le pays ne révèle aucune violation flagrante, constante ou systématique, des droits de l'homme. Sri Lanka a toujours contribué et collaboré aux activités menées par l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde.

Elle est partie à 10 instruments internationaux concernant les droits de l'homme, dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. A sa vingtième session, tenue au mois d'octobre 1983, le Comité des droits de l'homme a exprimé sa satisfaction des efforts déployés par le Gouvernement sri-lankais pour mettre en oeuvre le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que du dialogue extrêmement utile qui s'était instauré entre le Comité et le gouvernement.

44. Les événements du mois de juillet 1983 ont été provoqués par une minorité d'éléments incontrôlés, dans des circonstances particulières. Les coupables ont été punis ou sont en voie de l'être, et le Gouvernement a mis en chantier un processus politique complexe et délicat pour traiter les questions fondamentales qui ont abouti aux événements de 1983. La communauté internationale ne saurait mieux le soutenir qu'en s'abstenant de toute intervention ou de tout commentaire sur la situation à Sri Lanka.

45. Le Gouvernement sri-lankais est persuadé qu'à la lumière des informations contenues dans le présent document, la Commission des droits de l'homme prendra pleinement et soigneusement en considération les faits qui y sont énoncés lors des débats qui auront lieu, à sa quarantième session, à propos de la résolution 1983/16 de la Sous-Commission.